



Bulletin d'Information de l'Ambassade des Etats-Unis au Sénégal



18, avenue Jean XXIII • BP 49 Dakar Sénégal • Tél. (221) 33 829 21 00 • Fax : (221) 33 822 23 45
<http://dakar.usembassy.gov> • Panorama • Numéro 105 • Septembre 2009

Actualités

Opérations conjointes Gardes Côtes
Américains et Forces Navales Sénégalaises 1

Le ministre américain du commerce
extérieur en visite au Sénégal3

Tournée de Mme Clinton
dans sept pays africains4

Mme Clinton veut redorer le blason
des États-Unis par la diplomatie6

Focus

Vers un nouveau partenariat
économique américano-africain.....7

La société civile et le secteur privé
sont des éléments importants de l'AGOA9

Les réformes régionales favorisent
le commerce en Afrique10

Le commerce entre les É.-U. et
l'Afrique s'est accru de 28 % en 200811

Opérations conjointes Gardes Côtes Américains et Forces Navales Sénégalaises

Le lundi 10 août 2009, le Cutter Legare (WMEC 912) des Gardes Côtes Américains a terminé une patrouille conjointe de six jours menée sur la côte ouest de l'Afrique avec quatre vaisseaux sénégalais.

Cette mission marque la première opération conjointe d'application de la loi entre les États-Unis et le Sénégal dans les domaines maritimes. Au cours d'une patrouille de 6 jours, des membres sénégalais de l'équipe d'abordage ont embarqué sur le Legare et ont participé à des exercices d'application de la loi, ils ont aussi partagé leurs techniques avec l'équipe d'abordage américaine.



Des Gardes Côtes Américains en manœuvre, au large le Legare.

A

«Une grande confiance et une bonne coopération ont rendu cette opération conjointe entre les États-Unis et le Sénégal un succès » a dit le capitaine de frégate des Gardes Côtes Américains, commandant du bâtiment Legare, Scott BAUBY. « L'équipe d'application de la loi sénégalaise et les membres des équipages des vaisseaux navals sont professionnels et dédiés. C'était un honneur et un privilège de se mettre en mer et de travailler ensemble avec eux. Cette sorte d'opération conjointe, cet échange de tactiques et de procédures apporte des avantages à tous les deux pays, et c'est aussi la clé pour avoir la sécurité et la sûreté maritime non seulement en Afrique mais aussi globalement».

Les nations de l'Afrique de l'Ouest doivent faire face à tout un éventail de problèmes maritimes, du narcotrafic à la pêche illicite. À travers un programme appelé Africa Partnership Station (APS), des Forces Navales des États-Unis Europe-Afrique/Sixième Flotte a noué un partenariat avec des nations de la côte ouest de l'Afrique jusqu'à l'est

pour faire face ensemble à divers défis dans le domaine maritime. Ce partenariat a mené d'autres opérations comme celle-ci, l'opération conjointe d'application de la loi avec le vaisseau USCGC Legare.

APS est une initiative à long terme des Forces Navales Américaines Europe-Afrique en soutien direct du programme U.S. Cooperative Strategy for 21st Century Seapower (Stratégie Coopérative de Puissance Navale pour le 21ème Siècle) qui a pour but d'améliorer la sécurité et la sûreté maritime en Afrique. Le programme fonctionne avec le soutien de plusieurs organisations, militaires, gouvernementales et non-gouvernementales des États-Unis, d'Afrique et d'Europe.

Le Legare fait 270 pieds, son port d'attache est Portsmouth en Virginie aux États-Unis ; il est actuellement déployé sur les côtes de l'Afrique de l'Ouest et Centrale sous le commandement des Forces Navales Américaine Europe-Afrique, en soutien à la mission Africa Partnership Station (APS).



Le Legare (WMEC 912) et un navire de la marine sénégalaise au cours d'une opération conjointe.

Le ministre américain du Commerce extérieur en visite au Sénégal

Après un séjour au Kenya où ils ont participé au forum de l'AGOA, le Ministre américain du Commerce extérieur chargé des négociations Commerciales internationales, l'Ambassadeur Ron Kirk et la déléguée au Commerce extérieur avec l'Afrique, Madame Florie Liser, ont effectué du 9 au 11 août 2009, une visite à Dakar.

Au cours de leur séjour, l'Ambassadeur Ron Kirk et Madame Florie Liser ont rencontré les autorités sénégalaises dont le Premier Ministre, Monsieur Souleymane Ndéné Ndiaye et participé à une rencontre inter ministérielle portant sur l'AGOA. Ils ont aussi discuté avec les acteurs du secteur privé et visité le Port Autonome de Dakar.



L'Ambassadeur Kirk et le ministre Niang lors de la conférence de presse conjointe après leur réunion.



L'Ambassadeur Kirk reçu par le Premier ministre Ndéné Ndiaye.

A l'issue de leur visite ils ont donné une conférence de presse animée par l'Ambassadeur Ron Kirk et le Ministre du Commerce sénégalais, Monsieur Amadou Niang.

Pour M. Kirk, il est nécessaire d'adapter les textes législatifs aux normes en vigueur dans le monde pour que le Sénégal puisse bénéficier davantage des retombées de l'AGOA. Le Sénégal gagnerait également à moderniser son agriculture, a-t-il indiqué.

« Ce que je peux dire, c'est que pour être compétitif dans un monde globalisé, au-delà de la qualité des produits, il faut d'abord disposer de bonnes infrastructures. Au Sénégal on est beaucoup plus avancé sur ce point », en comparaison d'autre pays de la région, a-t-il notamment dit.

Selon lui, les Etats-Unis ont offert pour l'année écoulée plus d'un milliard de dollars d'aide au développement des capacités commerciales en Afrique sub-saharienne. Une partie de ce financement a été libérée à travers l'Initiative de compétitivité mondiale pour l'Afrique (AGCI).

A

Tournée de Mme Clinton dans sept pays africains

La secrétaire d'État, Mme Hillary Clinton, a fait du 5 au 14 août une tournée dans sept pays africains pour mettre en évidence l'engagement des États-Unis en faveur du développement économique de l'Afrique subsaharienne.



Hillary Clinton à la Conférence de l'AGOA à Nairobi



La Secrétaire d'Etat Hillary Rodham Clinton, au centre, s'entretient avec la présidente du Libéria Ellen Johnson Sirleaf, à gauche, après une visite au camp d'entraînement de la police libérienne près de Monrovia le jeudi 13 août 2009.

Mme Clinton a commencé sa visite en assistant au Huitième Forum sur la coopération commerciale et économique entre les États-Unis et l'Afrique subsaharienne (connu sous le nom de Forum de l'AGOA), à Nairobi (Kenya). Elle a ensuite poursuivi son voyage en faisant étape en Afrique du Sud, en Angola, en République démocratique du Congo, au Nigéria, au Libéria et au Cap-Vert.

« Ce voyage mettra en évidence la détermination du gouvernement Obama de faire de l'Afrique une priorité de la politique étrangère des États-Unis », a déclaré le porte-parole du département d'État, M. Ian Kelly. C'est la première fois que le président et le chef de la diplomatie d'un nouveau gouvernement des États-Unis auront effectué des voyages en Afrique aussi rapidement après leur entrée en fonction.

Le président Obama s'est rendu les 11 et 12 juillet au Ghana où il a prononcé un discours important devant le Parlement ghanéen, dans lequel il a mis l'accent sur l'importance des relations entre les États-Unis et l'Afrique et son engagement en faveur du continent. La bonne gouvernance est la clé du développement, a alors dit M. Obama aux députés ghanéens. « C'est le changement qui peut déverrouiller les possibilités de l'Afrique. Et c'est une responsabilité dont seuls les Africains peuvent s'acquitter », a-t-il souligné.

« L'engagement des États-Unis et du reste de l'Occident, a dit le président, ne doit pas se mesurer uniquement à l'aune des dollars que nous dépensons ; nous devons être des partenaires dans la création des capacités nécessaires pour un changement transformateur. » M. Obama a également fait état des quatre éléments qui sont essentiels pour l'avenir de l'Afrique : la démocratie, les possibilités économiques, la santé et le règlement pacifique des conflits.

Au cours de son séjour au Kenya, Mme Clinton s'est entretenue des nouvelles méthodes de développement, notamment de l'importance des investissements et de la croissance économique sur une base diversifiée. Elle était

accompagnée au Forum de l'AGOA du ministre de l'agriculture, M. Tom Vilsack, du représentant des États-Unis pour le commerce extérieur, M. Ron Kirk, et du secrétaire d'État adjoint aux affaires africaines, M. Johnnie Carson.

À Nairobi, Mme Clinton a prononcé un discours lors de la cérémonie d'ouverture de la conférence ministérielle du Forum de l'AGOA. La loi sur la croissance et les possibilités économiques en Afrique (AGOA), qui a été promulguée dans le cadre de la loi de 2000 sur le commerce et le développement, a principalement pour objet d'accroître le volume et la diversité des échanges commerciaux entre les États-Unis et l'Afrique subsaharienne.

Les échanges commerciaux entre les États-Unis et l'Afrique subsaharienne se sont élevés à 104,6 milliards de dollars

en 2008, soit trois fois plus qu'en 2001, qui était la première année d'application de l'AGOA.

En vertu des dispositions de l'AGOA, des représentants des États-Unis et des pays africains bénéficiaires doivent se réunir tous les ans. Le Forum de cette année a eu pour thème les initiatives destinées à encourager les investissements du secteur privé susceptibles d'accroître le commerce et la croissance économique dans les pays de l'AGOA.

Dans chacun des pays qu'elle a visité, Mme Clinton a souligné le fait que l'Afrique est un continent doté de possibilités, fondées sur le principe de la responsabilité. Elle a mis l'accent sur la détermination des États-Unis à établir des partenariats avec les États, le secteur privé, les organisations non gouvernementales et les habitants des pays africains pour créer des sociétés dans lesquelles toute personne aura la possibilité de donner toute sa mesure.



L'ancien président sud-africain, Nelson Mandela, à droite, avec le secrétaire d'Etat américain Hillary Rodham Clinton, lors d'une réunion à Johannesburg, le vendredi 7 août 2009. Tout en louant l'Afrique du Sud comme un des pays phares de l'Afrique avec lequel les États-Unis espère travailler, Madame Clinton a exhorté le gouvernement de Pretoria de faire pression pour la réforme dans le pays voisin, le Zimbabwe.

A

Mme Clinton veut redorer le blason des États-Unis par la diplomatie

Mme Hillary Clinton a déclaré qu'en tant que secrétaire d'État, elle s'attacherait à « renouveler l'influence de l'Amérique » par une diplomatie « fondée sur nos valeurs » et axée sur la sécurité et la promotion des intérêts des États-Unis.

Le 13 janvier, Mme Clinton est venue faire une déposition devant la commission sénatoriale des affaires étrangères en vue de la confirmation de sa nomination au poste de secrétaire d'État au sein du futur gouvernement Obama. À ce titre, elle représentera le président à l'étranger. On s'attend à ce que le Sénat confirme sa nomination peu après l'investiture de M. Obama.

Elle a affirmé qu'elle-même et le président-élu Obama étaient d'avis que les États-Unis avaient besoin d'aborder leur politique étrangère de façon à leur permettre de « rester une force positive dans le monde ». Cela consisterait à renforcer les partenariats avec les alliés et les institutions internationales, tout en tendant la main à leurs adversaires.

« Si l'Amérique ne peut pas résoudre seule les problèmes les plus pressants, la communauté internationale en est également incapable sans elle. Le meilleur moyen de promouvoir les intérêts des États-Unis est de trouver des solutions globales. »

Tout au long de sa déposition devant la commission, Mme Clinton a souligné son intention d'utiliser ce qu'elle appelle la « puissance intelligente » (smart power), à savoir une trousse d'outils diplomatiques, économiques, militaires, politiques, juridiques et culturels. Elle a affirmé que son équipe diplomatique utiliserait les outils, seuls ou en combinaison, adaptés à chaque situation.

Si la diplomatie multilatérale est importante, elle a rappelé que le premier devoir du gouvernement Obama était de garantir la sécurité des États-Unis et de protéger leurs intérêts, leurs valeurs, leurs citoyens et leurs alliés.

« Nous savons aussi que la force armée sera parfois nécessaire, mais nous y recourons uniquement pour protéger notre peuple et nos intérêts là et où ce sera nécessaire. »

Le gouvernement Obama devra établir des priorités et faire des choix difficiles, a dit Mme Clinton. L'une de ces priorités est « de mettre fin de façon responsable à la guerre en Irak en retirant nos troupes de façon rationnelle et en soutenant une transition vers la souveraineté totale de l'État irakien ». La seconde priorité sera d'éliminer Al-Qaïda d'Afghanistan par le truchement de « la diplomatie, du développement et de la défense ».

La troisième priorité sera d'empêcher des armes nucléaires de tomber aux mains de terroristes. « La plus grave menace qui pèse sur l'Amérique est l'acquisition d'armes de destruction massive par des terroristes. Nous devons endiguer la propagation et l'utilisation de ces armes. »

Autrement, le gouvernement s'attachera à soutenir des programmes qui visent à améliorer la santé et l'éducation des peuples, et à multiplier les possibilités qui s'offrent à eux sur le plan économique.

Les objectifs de Mme Clinton en Afrique

Durant sa déposition, ainsi que dans ses réponses aux questions des sénateurs, Mme Clinton a souligné les objectifs du gouvernement Obama dans diverses régions du monde.

Elle a affirmé que le gouvernement Obama avait de nombreux intérêts politiques, économiques et de sécurité en Afrique. Il s'attachera à contrecarrer les plans d'Al-Qaïda visant à s'abriter en Afrique de l'Est, à aider les pays africains à protéger leurs ressources naturelles, à tenter de mettre fin à la guerre au Congo et à l'autocratie au Zimbabwe, et à stopper le désastre humanitaire au Darfour.



Mme Clinton au cours de son audition devant le sénat.

« Mais nous avons également l'intention de soutenir les démocraties africaines telles que l'Afrique du Sud et le Ghana », a-t-elle dit, ajoutant que le gouvernement chercherait à coopérer avec des organisations non gouvernementales pour multiplier les cliniques médicales qui aident les Africains à lutter contre le VIH/sida.

Vers un nouveau partenariat économique américano-africain

L'article ci-après de M. Ron Kirk, représentant des États-Unis pour le commerce extérieur, a paru le 3 août dans plusieurs journaux du Kenya. Il appartient au domaine public et sa reproduction n'est assujettie à aucune restriction.

Lors du discours qu'il a prononcé le mois dernier devant le Parlement ghanéen, le président Obama a exposé sa conception d'un nouveau partenariat entre les États-Unis et l'Afrique, d'un partenariat qui prévoit d'apporter un soutien à un développement offrant des possibilités à un plus grand nombre de personnes.

Cette semaine à Nairobi, j'assisterai au Huitième Forum de la loi sur la croissance et les possibilités économiques en Afrique (AGOA), tout comme la secrétaire d'État, Mme Hillary Clinton, le ministre de l'agriculture, M. Tom Vilsack, de hauts responsables américains et africains ainsi que des

représentants du secteur privé et de la société civile. Au cours de ce forum, nous étudierons les moyens de faire progresser le partenariat entre les États-Unis et l'Afrique en matière de commerce et de développement.

L'AGOA, que le président Clinton a promulguée en 2000, supprime les droits de douane applicables à la plupart des produits exportés aux États-Unis par les pays africains qui remplissent les conditions nécessaires. Elle offre aussi un cadre pour la coopération entre les États-Unis et l'Afrique dans le domaine économique.

Le thème du forum de cette année est : « Tirer parti de toutes les possibilités offertes par l'AGOA en accroissant les échanges commerciaux et les investissements ».

La période actuelle est difficile pour les exportateurs du monde entier, et l'Afrique ne fait pas exception. Je suis



L'Ambassadeur Kirk lors du Forum sur de l'AGOA à Nairobi

résolu à trouver de nouvelles solutions aux problèmes auxquels se heurtent les exportateurs africains et de nouveaux moyens d'exploiter les possibilités de l'AGOA.

Il s'agit du premier Forum de l'AGOA depuis l'entrée en fonction du président Obama, et c'est un moment opportun pour envisager de nouvelles stratégies qui puissent se fonder sur les progrès réalisés dans le cadre de l'AGOA et tracer une nouvelle voie pour les échanges commerciaux entre les États-Unis et l'Afrique et pour les investissements.

Voici quelques points saillants dont on devrait à mon avis tenir compte pour progresser.

Il nous faut trouver des moyens nouveaux et plus efficaces de favoriser la compétitivité des entreprises africaines. L'expérience des pays en développement d'Asie laisse penser que les pays africains ont besoin d'accroître et de diversifier leurs échanges commerciaux en vue de stimuler la croissance économique et de la maintenir. Les Africains peuvent devenir plus compétitifs au niveau international en améliorant le climat des affaires dans leurs pays et en favorisant l'esprit d'entreprise, notamment en simplifiant les formalités douanières et en les modernisant. L'aboutissement des négociations du cycle de Doha sous l'égide de l'Organisation mondiale du commerce, s'il est ambitieux et équilibré, pourrait aussi aider l'Afrique à tirer de plus grands avantages du système commercial mondial.

L'amélioration de l'AGOA réside dans son application. L'AGOA a permis d'accroître les échanges commerciaux entre les États-Unis et l'Afrique et de les diversifier. Les produits africains exportés aux États-Unis comprennent maintenant des vêtements, des chaussures, des produits alimentaires et d'autres produits à valeur ajoutée. Nous savons cependant que l'on peut faire davantage pour augmenter les échanges dans le cadre de l'AGOA dans un plus grand nombre de pays et de secteurs. Il ne s'agit pas d'augmenter la liste des produits admissibles - ils le sont presque tous -, mais d'élargir

l'application de l'AGOA. Nous le ferons pour notre part en offrant une assistance technique liée au commerce. Les États et les entreprises africains peuvent tirer davantage parti de l'AGOA en élaborant des stratégies communes de développement des exportations dans des secteurs spécifiques.

Des relations dynamiques et durables entre les États-Unis et l'Afrique doivent se fonder sur l'accroissement des échanges

commerciaux dans les deux sens. Grâce à l'AGOA, le marché américain, qui constitue le marché le plus important pour les pays africains au niveau d'un seul pays est plus ouvert aux produits africains que jamais auparavant. Les Africains peuvent contribuer à mettre nos relations durables en matière de commerce et d'investissement sur une base plus solide en s'attaquant davantage aux obstacles qui entravent les exportations américaines dans leurs pays. Il nous faudra œuvrer de concert pour trouver les moyens d'uniformiser les règles du jeu pour les exportateurs américains et pour accroître les échanges dans les deux sens.

L'intégration économique régionale est essentielle à l'avenir de l'Afrique. En octobre dernier, les dirigeants d'une vingtaine de pays africains se sont engagés à œuvrer en vue d'établir une zone de libre-échange allant de la Méditerranée au cap de Bonne-Espérance. Cette décision et d'autres mesures en faveur de l'intégration régionale sont prometteuses pour ce qui est de l'accroissement des échanges commerciaux entre pays africains et de l'amélioration des perspectives d'investissement en Afrique, ainsi que pour la compétitivité des entreprises africaines. Les États-Unis œuvreront de concert avec les organisations régionales africaines et avec leurs États membres à cet effet.

L'aide destinée à faciliter les échanges commerciaux doit constituer une question prioritaire tant pour les bailleurs de fonds que pour les pays bénéficiaires. Le gouvernement Obama est résolu à apporter une aide aux pays africains pour qu'ils puissent tirer parti le plus possible des possibilités en matière de commerce international. L'an dernier, les États-Unis ont consacré plus de 1 milliard de dollars à l'aide au renforcement des capacités commerciales des pays subsahariens. Il incombe aussi aux pays africains de faire du commerce une question prioritaire de leurs programmes de développement et de veiller à ce que les fonds soient utilisés judicieusement.

Comme le président Obama l'a dit au Ghana, ce que nous tentons de réaliser avec nos partenaires africains ne se limite pas à l'augmentation des chiffres figurant sur un bilan. Nous nous employons à créer des possibilités, des emplois et un avenir meilleur aussi bien pour les Africains que les Américains.

Les échanges commerciaux peuvent être un moyen puissant qui permettra à l'Afrique de réaliser son ordre de priorité en matière de développement. Les États-Unis sont résolus à œuvrer de concert avec leurs partenaires africains pour veiller à ce que le commerce et le développement aillent de pair.

La société civile et le secteur privé sont des éléments importants de l'AGOA

Le rôle de groupes de la société civile et du secteur privé dans les réunions de l'AGOA et dans l'application de cette loi est plus important que jamais, a affirmé l'ambassadeur des États-Unis au Kenya, M. Michael Ranneberger le 4 août.



La Secrétaire d'Etat américaine Hillary Clinton en discussion avec plusieurs ONG de la clinique Heal Africa à Goma, au Congo le mardi 11 août 2009.

Lors de l'allocution qu'il a prononcé à l'ouverture de la session commune consacrée à la société civile et au secteur privé au Huitième forum sur la coopération commerciale et économique entre les États-Unis et l'Afrique subsaharienne, connu sous le nom de Forum de l'AGOA, M. Ranneberger a souligné que ces deux groupes, bien qu'ils aient toujours participé aux forums de l'AGOA, jouaient aujourd'hui « un rôle plus pertinent et plus important que jamais ».

« Le développement économique et les institutions démocratiques sont inextricablement liés », a-t-il expliqué. Il y a de nombreuses raisons pour lesquelles certains pays de l'Afrique subsaharienne ne tirent pas parti du système tarifaire préférentiel offert par l'AGOA, et ces raisons ont à voir avec le manque de transparence, l'insuffisance de la lutte contre la corruption et l'absence d'institutions démocratiques solides.

Une discussion majeure qui sera entamée au forum de l'AGOA portera sur les moyens de dynamiser les liens entre la société civile et le secteur privé, a-t-il dit aux délégués. « Ces relations doivent se fonder sur un esprit de dialogue franc et constructif pour mener à la réussite. Le secteur privé et la société civile ont la responsabilité de dire les choses telles qu'elles sont aux dirigeants et de faire pression sur eux en faveur

des réformes économiques et politiques qui sont nécessaires au développement économique et à la stabilité démocratique. »

La société civile et le secteur privé doivent jouer des rôles d'envergure, a-t-il indiqué, « pour contribuer à assurer que le commerce soit libre et équitable et que les décideurs soient tenus responsables de leurs actes dans un processus transparent, notamment en ce qui concerne la politique commerciale et la gouvernance qui peuvent avoir des effets néfastes sur les producteurs et les consommateurs ».

M. Ranneberger a cité les propos du président Obama pour expliquer le rôle primordial de la société civile, notamment l'importance de l'État du droit, de la participation de la population et de la nécessité de trouver des solutions concrètes au problème de la corruption.

La présence au forum de l'AGOA de la secrétaire d'État, Mme Hillary Clinton, du représentant des États-Unis pour le commerce extérieur, M. Ron Kirk, de plusieurs ministres de même que des membres du Congrès américain « met en évidence l'importance que nous attachons à l'AGOA en tant que moyen de promouvoir le développement économique », a-t-il dit.

Il a fait l'éloge des remarques prononcées par Mme Clinton lors d'une différente session du forum dans lesquelles elle avait mis l'accent sur le rôle particulièrement important des femmes en tant que « locomotives » de la croissance économique et de la stabilité démocratique.

Il a également félicité l'Agence des États-Unis pour le développement international (USAID) de ses efforts pour aider les groupes de femmes en Afrique de l'Est à avoir accès au marché américain dans le cadre de l'AGOA. L'entreprise rwandaise Gahaya Links, qui vend des paniers à la chaîne de grands magasins Macy's et l'entreprise kényane Kenana Knitters, qui vend des tricots sur le marché américain, constituent seulement deux des nombreuses réussites économiques facilitées par l'AGOA.

M. Ranneberger a dit aux délégués, parmi lesquels se trouvaient des responsables de différents gouvernements africains, que la crise traversée l'an dernier par le Kenya avait mis en évidence le rôle clé que la société civile et le secteur privé pouvaient et devaient jouer.

F

Les réformes régionales favorisent le commerce en Afrique

Le Centre de compétitivité mondiale de l'Afrique orientale et centrale est l'un des quatre pôles de ce genre parrainés par Washington en Afrique pour promouvoir le commerce entre les États-Unis et ce continent mais aussi entre ses différentes régions. Ce centre a été directement impliqué dans la signature d'accords d'une valeur d'au moins 29 millions de dollars depuis sa création en 2003.



Lors de la Conférence de l'AGOA à Nairobi, Hillary Clinton a appelé les États africains à s'attaquer à la corruption.

Le centre a été établi à Nairobi par l'Agence des États-Unis pour le développement international (USAID). Les autres trois centres - à Dakar (Sénégal), à Accra (Ghana) et à Gaborone (Botswana) - ont joué un rôle direct dans des accords totalisant plus de 135 millions de dollars depuis leur ouverture au début de la décennie.

Trois fonctionnaires de l'USAID basés à Nairobi ont pris part à une interview avec America.gov le 1er août pour expliquer

les opérations du centre : Stéphanie Wilcock, conseillère en matière de commerce régional ; Larry Meserve, directeur régional adjoint ; et Kim Wylie, spécialiste de l'aide au développement et de la communication.

Tous les trois étaient très occupés par les préparatifs pour le Huitième Forum sur la croissance et les possibilités économiques en Afrique (AGOA) qui se tient du 4 au 6 août à Nairobi (Kenya), et qui est connu sous le nom de Forum de l'AGOA.

Depuis son ouverture en 2003, le centre a collaboré avec des centaines d'entreprises et a été à l'origine de millions de dollars en exportations vers les États-Unis, notamment dans le cadre de l'AGOA.

Parmi les entreprises qui ont bénéficié de la collaboration avec ce centre : la Kenana Knitters du Kenya qui a triplé ses effectifs et vend actuellement ses tricots aux États-Unis, notamment dans la chaîne de magasins de luxe Saks Fifth Avenue ; l'entreprise Gahaya Links du Rwanda a pu créer plus de 3.000 emplois en tissant et exportant des paniers décoratifs à la chaîne Macy's ; d'autres encore, telles les fabriques de vêtements Novastar Garments d'Éthiopie et Phenix Logistics de l'Ouganda qui ont maintenant une présence sur le marché américain grâce au centre.

Une approche régionale serait aussi un avantage dans le secteur des services financiers et les coûts des transports, qui en Afrique subsaharienne sont parmi les plus élevés dans le monde. La question du coût des transports est particulièrement pertinente dans le secteur du coton et des textiles étant donné que plusieurs pays sont souvent impliqués dans leur manufacture.

« Le Kenya est un gros producteur de vêtements, la Tanzanie a des manufactures de tissu en coton, celui-ci pousse en Ouganda, tandis que d'autres éléments des vêtements sont manufacturés dans divers autres pays », a dit Mme Wilcock. Alors les tarifs douaniers dans chacun des pays impliqués dans la production d'un vêtement ajoutent d'énormes coûts à celui-ci et le rendent moins concurrentiel sur le marché régional ou international.

La spécialiste de l'aide au développement et de la communication de l'USAID au centre de Nairobi, Kim Wylie, a dit en conclusion : « Si le commerce régional est accru, si la pauvreté est réduite et si une classe moyenne africaine est créée, imaginez alors le marché qui existera rien qu'en Afrique pour tous ces produits africains, et cela conduira à encore plus de croissance économique et de développement sur tout le continent.

Le commerce entre les É.-U. et l'Afrique s'est accru de 28 % en 2008



Les échanges commerciaux entre les États-Unis et l'Afrique ont augmenté de 28 % en 2008, tandis que les importations de produits africains aux États-Unis, dans le cadre de la Loi sur la croissance et les possibilités économiques en Afrique (AGOA), se sont de plus en plus diversifiées.

C'est ce qui ressort d'un nouveau rapport sur les tendances des échanges commerciaux entre les États-Unis et l'Afrique préparé par l'Administration du commerce extérieur, qui relève du ministère américain du commerce ; il a été publié en prévision du Huitième Forum annuel de l'AGOA qui doit se tenir à Nairobi (Kenya) du 4 au 6 août et où ces tendances seront à l'ordre du jour.

Selon ce rapport, les exportations américaines ont augmenté de 29,3 %, pour passer à 18,6 milliards de dollars, principalement dans les secteurs suivants : machines, véhicules et pièces détachées, blé, produits pétroliers raffinés, aviation et matériel électrique (y compris appareils de télécommunication).

Quant aux importations de produits africains aux États-Unis, elles ont augmenté de 27,8 % en 2008 et atteint 86,1 milliards de dollars, grâce entre autres à la hausse considérable (31,9 %) des importations de pétrole brut (qui représentent 79,5 % de toutes les importations en provenance de l'Afrique subsaharienne).

Les exportations de produits américains ont connu une augmentation de 17,6 % en Afrique du Sud, de 47,7 % au Nigéria, de 65,4 % en Angola, de 192,4 % au Bénin (en raison surtout d'une augmentation importante des produits pétroliers raffinés, de voitures et de pièces détachées) et de 46,2 % au Ghana, pays qui sont les principaux destinataires de ces exportations.

Les importations aux États-Unis en provenance des pays africains producteurs de pétrole ont toutes enregistré une hausse, notamment celles en provenance du Nigéria (16,2 %), de l'Angola (51,2 %), de la République du Congo (65,2 %), de la Guinée équatoriale (89,5 %), du Tchad (55,4 %) et du Gabon (4,4 %).

Les importations de produits sud-africains aux États-Unis ont augmenté de 10,2 %. La baisse des importations de

platine et de diamants de l'Afrique du Sud a été plus que compensée par la forte croissance des importations de ferroalliages et l'augmentation considérable (350 %) des importations de voitures, due à l'arrivée sur le marché, à la fin de 1997, de nouveaux modèles fabriqués dans ce pays.

En 2008, les importations africaines aux É.-U. dans le cadre de la loi sur la croissance et les possibilités économiques en Afrique (AGOA) se sont élevées à 66,3 milliards de dollars, soit une hausse de 29,8 % par rapport à 2007. Ce chiffre inclut les importations hors taxes de pays africains admissibles au Système généralisé de préférence des États-Unis (GSP) et au GSP élargi de l'AGOA, en plus des produits textiles et de vêtements importés en franchise de droits et hors contingent conformément aux dispositions de l'AGOA.

Les produits pétroliers ont toujours constitué la majorité des importations dans le cadre de l'AGOA, soit 92,3 % de toutes celles-ci. A l'exclusion de ces produits pétroliers, les importations de l'AGOA se sont chiffrées à 5,1 milliards de dollars, soit une hausse de 51,2 %. Celle-ci découle surtout de l'augmentation de 224,8 % des importations de matériel de transport, le tout pratiquement venu d'Afrique du Sud.

Toujours dans le cadre de l'AGOA, les importations de minerais et de métaux ont augmenté de 58,8 %, tandis que celles de produits chimiques ont enregistré une hausse de 38,7 %. En revanche, les importations de textiles et de vêtements ont baissé de 10,4 % et celles de produits agricoles de 7,9 %.

Les produits africains importés dans le cadre de l'AGOA aux États-Unis deviennent de plus en plus divers. Parmi les plus importants figurent les bijoux, les fruits et les noix, les jus de fruit, le cuir, les produits plastiques et la pâte de cacao.

Les 5 pays qui ont bénéficié le plus de l'AGOA en 2008 ont été le Nigéria, l'Angola, l'Afrique du Sud, le Tchad et la République du Congo. En ont également tiré profit, entre autres, le Gabon, le Cameroun, le Lesotho, Madagascar, le Kenya, le Swaziland et l'île Maurice.

En ce qui concerne les marchandises, le solde des échanges commerciaux des États-Unis avec l'Afrique subsaharienne s'est continué d'être déficitaire en 2008 ; il a atteint 67,5 milliards de dollars contre 53 milliards en 2007. Les échanges avec le Nigéria, l'Angola, la République du Congo, l'Afrique du Sud, le Tchad et la Guinée équatoriale ont représenté 97,2 % de ce déficit.

Destinataire :

Quoi de neuf ?

L'Ambassade des Etats-Unis à Dakar a le plaisir de vous inviter à visiter sa nouvelle page web sur les études aux Etats-Unis logée à l'adresse suivante : <http://french.dakar.usembassy.gov/wwwheduusafr.html> . Vous y trouverez toutes les informations relatives au service d'orientation du bureau des Affaires Publiques de l'Ambassade et également tous les conseils pratiques pour les étudiants qui désirent poursuivre leurs études aux Etats-Unis.

The screenshot shows the website for the Embassy of the United States of America in Dakar, Senegal. The page is in French and features a navigation menu on the left with categories such as 'L'AMBASSADEUR', 'SERVICES CONSULAIRES & VISAS', 'SERVICE COMMERCIAL', 'BUREAU DE PRESSE', 'BUREAU DES AFFAIRES CULTURELLES', 'CENTRE D'INFORMATION AMERICAIN', 'BUREAU DES PROGRAMMES D'ANGLAIS', 'ATTACHE DE DEFENSE', 'COOPERATION MILITAIRE', 'BUREAU DES AFFAIRES AGRICOLES', 'REWARDS FOR JUSTICE', 'BIO/OFFRE DE SERVICE', 'RESSOURCES HUMAINES', 'JRAID', 'CORPS DE LA PAIX', and 'HORAIRES ET JOURS DE FERMETURE'. The main content area is titled 'A la Une' and contains three news items: 'Le ministre américain du commerce extérieur en visite au Sénégal', 'Mme Clinton en tournée dans sept pays africains', and 'Les États-Unis célèbrent la fête nationale du 4 juillet'. The right sidebar includes 'REPRESENTATION GUINEE-BISSAU', 'COMMUNIQUES DE PRESSE', 'ALDODIFFUSIONS RECENTES', and 'education USA'.

Panorama

Directeur de la publication : Katherine DIOP

Rédacteur en chef : Oumar WATT

Composition : Thierry PINA

Conception - Réalisation : POLYKROME

18, avenue Jean XXIII • BP 49 Dakar Sénégal

Tél. (221) 33 829 21 00 • Fax: (221) 33 822 23 45

<http://dakar.usembassy.gov>

